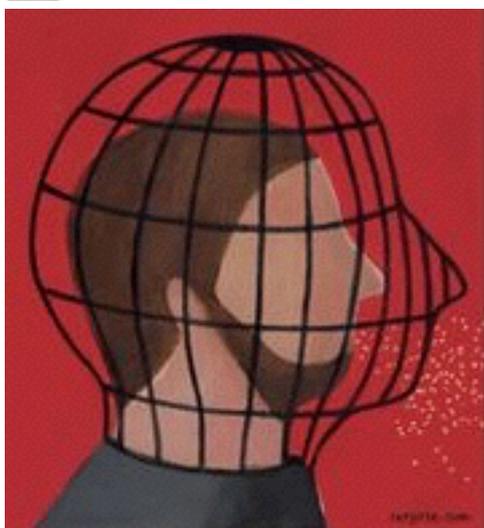


" 70 % des détenus radicalisés que nous avons traités se sont distanciés du djihadisme "

Directeur d'un programme pilote de " déradicalisation " dans deux maisons d'arrêt d'Ile-de-France, et spécialiste du terrorisme, Jean-Luc Marret pointe les retards en matière de standards de sécurité carcérale



Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), Jean-Luc Marret a dirigé, en 2016, un programme pilote de prévention de la récurrence djihadiste en milieu carcéral dans deux maisons d'arrêt de la région parisienne. Les détenus sélectionnés étaient le plus souvent condamnés ou en préventive pour des affaires de terrorisme liées à la Syrie. La direction de l'administration pénitentiaire a financé ce programme avec l'objectif d'avoir, à terme, un impact mesurable sur les personnes détenues, un outil d'évaluation robuste et des éléments reproductibles pour des programmes à venir. L'équipe d'intervenants comprenait moins de dix personnes (religieux, travailleurs sociaux, psychologues et psychiatres cliniciens). Le programme a duré pendant quatre-

vingt-dix jours complets cumulés de détention, de février à fin juin.

Selon les services de renseignements, près de 700 djihadistes -français sont encore dans les rangs de l'organisation Etat islamique. Que préconisez-vous, pour lutter contre cette menace potentielle ?

On sait que c'est difficile d'avoir une idée précise et judiciable de ce que ces personnes ont fait sur place. Cela conditionne pourtant le cadre de ce qui peut être fait. Pour autant, le passage à l'acte violent n'est pas forcément une question de profil de personnalité, mais d'opportunité. La question des femmes et des enfants est aussi un sérieux défi. Il faudrait peut-être à l'avenir prendre garde aux conséquences d'un certain aventurisme diplomatique : après l'Irak, l'Afghanistan et la Syrie, on devrait mieux évaluer les effets sécuritaires et humains d'un activisme susceptible de cristalliser une nouvelle terre de djihad ici ou là.

Parler de " radicalisation " et de " déradicalisation " est-il approprié ?

C'est devenu un label obligatoire pour les politiques et les commentateurs. C'est aussi un raccourci faussé. Les opérationnels, les chercheurs et l'administration pénitentiaire parlent de " prévention ". Parce que les personnes détenues ne se voient pas comme radicales et qu'on passe parfois un temps précieux à justifier ce label lors de nos interventions en face-à-face ou en groupe. Ou alors car cela renvoie à une sorte d'imprégnation religieuse déviante, tandis que l'engagement peut relever d'abord de problèmes de structuration individuelle psychologique ou sociale. Nous avons donc préféré contre-communiquer en disant que nous voulions aider les personnes

détenues à ne jamais récidiver en vertu du principe que la place d'un bon mari, fils, père, croyant et citoyen n'est pas d'être en prison. Notre approche a mêlé des bonnes pratiques employées en Europe, en Amérique et dans le monde arabe et a associé dialogue -interreligieux, résolution des conflits, face-à-face psy, justice restaurative, -travail en groupe, méthode de réin-sertion socio-professionnelle. Nous avons associé le corpus islamique de gestion de la colère et les méthodes comportementalistes-cognitivistes.

Nous avons travaillé, y compris avec un imam et un théologien musulman, sur ce que j'appelle le " chemin individuel de distanciation " des personnes détenues, pratiquantes et conservatrices. Nous avons débattu interreligieusement du danger de se perdre dans la religiosité en oubliant Dieu, de l'humilité et de l'arrogance dans la foi, de l'interprétation. Nous avons aussi travaillé sur l'adoption de pratiques argumentaires non agressives dans leur vie quotidienne avec le personnel surveillant et sur d'autres sujets : la fonction d'une organisation comme Daech - acronyme arabe de l'organisation Etat islamique - ou un parti démocratique, les caractéristiques ethnico-tribales du conflit syrien, l'hégire intérieure, le devenir de la crise syrienne après Daech, l'islam français, la sensibilité de la question du takfir - anathème - , le malékisme – l'une des quatre écoles classiques du droit musulman sunnite fondé sur l'enseignement de l'imam Malik ibn Anas (711-795).

En quoi votre mission est-elle -différente des autres programmes de déradicalisation dont les -autorités ont annoncé l'arrêt ?

C'est le plus long jamais entrepris et avec possiblement des détenus plus " difficiles " en théorie que dans les autres programmes pilotes mis en place dans les unités spécialisées. Tout s'est bien passé avec les détenus et les personnels surveillants. Notre programme ne s'est pas fait malgré les

surveillants, mais avec eux, et plusieurs ont une connaissance très fine de nos sujets. Pour le reste, nous estimons que tout programme avec des détenus djihadistes prend du temps et doit être interdisciplinaire. Voir des experts qui passent deux heures en détention et qui se survendent médiatiquement n'est pas sérieux. Idem pour un programme de déradicalisation d'une semaine. Dans toute cette affaire, il est d'autant plus facile de faire semblant que la déradicalisation est devenue un fromage et une politique publique. J'ai quelques craintes de ce point de vue sur le développement à venir des programmes locaux. Les collectivités locales vont peut-être prendre des gens qu'elles connaissent, qui dans le pire des cas vont relabelliser leur travail habituel pour s'adapter au marché.

Une de nos recommandations est qu'il est vital de travailler avec les personnes détenues pendant et après la détention, à leur sortie, y compris avec leur entourage. De même, il faut au départ un fort ratio détenus/intervenants, quitte à ce que cela s'allège ensuite. Je suis aussi un peu circonspect sur une sensibilisation générale aux signes de radicalisation : plus on forme de monde, plus il y a des erreurs, voire des dénonciations calomnieuses. De même, il y a un excès de volontarisme étatique et technocratique. Après n'avoir rien fait pendant dix ans, tout un tas de choses se mettent en place, dont une partie aussi un peu pour affichage, puisque la radicalisation et le terrorisme sont des enjeux sociétaux. Mais à vouloir aller trop vite, on met parfois la pression sur les opérationnels, qui peuvent du coup commettre des erreurs par impréparation. En outre, il y a un peu une sur-crédation de structures de "déradicalisation", mais je n'ai pas l'impression qu'on se pose beaucoup la question de l'évaluation à la sortie des programmes, quels qu'ils soient. Or, cet aspect-là est complexe.

Le principal espace d'endoctrinement est-il la prison ou Internet ?

Les travaux de recherche en Europe définissent la radicalisation comme un processus multivariable et non linéaire qui peut amener toute personne à recourir à la violence physique. En l'espèce, le discours djihadiste, c'est la pointe de l'iceberg. Les variables décisives et actionnables sont plus profondes dans les individus et leur existence. L'explication " sociale " unique me paraît très limitative, non scientifique et militante. Idem pour l'explication uniquement religieuse. Plusieurs des personnes détenues considèrent de surcroît que l'explication sociale revient à déconsidérer l'indépendance rationnelle de leur engagement. Ils souhaitent que j'évoque ici comme facteur polarisant la durée de l'instruction judiciaire – dans les faits, nous avons passé des heures aux côtés des surveillants à gérer le ressentiment profond induit par ce problème chez certains détenus. Les conditions de détention ont aussi un impact sur la radicalisation : manque de sommeil, bruit. Mais je ne suis pas naïf : ce que nous avons fait a pour but légitime d'alléger le travail de la police en faisant sortir des personnes du circuit djihadiste. Nous n'opposons pas prévention et sécurité. Un facteur fondamental est la difficulté de gérer la frustration et la colère. Il y a aussi une dimension démographique diasporique décisive, avec des identités hybrides, et possiblement aussi une dimension psychologique liée au surinvestissement maternel du garçon dans certaines cultures. Sans oublier que certaines positions de politique étrangère ont un impact direct sur la radicalisation djihadiste – dire qu'aller combattre Assad est un devoir, par exemple.

Quel était le profil de vos interlocuteurs actuellement détenus ?

Dans la maison d'arrêt A, 29 % des personnes détenues avaient un niveau bac, 29 % un niveau licence/BTS ; les niveaux 5e, 3e et 2de représentaient chacun 14 %. Dans la maison d'arrêt B, 50

% avaient un niveau 2de, 25 % un niveau 3e et 25 % un niveau bac.

Comment peut-on identifier un cas " difficile " ?

Un cas difficile peut-être celui d'un détenu qui ne sait pas canaliser son comportement violent, physique ou verbal, ou qui serait inapte à travailler en groupe. Nous avons dû sortir un ou deux détenus pour les aider à se contrôler. Il y a aussi la violence physique, mais pas avec nous. A notre avis, plus un détenu est détecté/évalué comme radicalisé, plus il faut individualiser l'approche. La France a d'ailleurs des standards de sécurité carcérale très inférieurs à ceux en vigueur dans les prisons néerlandaises, par exemple.

Ces programmes de déradicalisation sont-ils efficaces ?

Notre évaluation conclut que 70 % de nos détenus se sont distanciés du djihadisme, avec in fine une adhésion active à notre prise en charge, une capacité autocritique accrue à se contenir, une exclusion de recourir à la violence, voire une légitimation de l'interlocuteur institutionnel. Mais, en particulier pour les plus jeunes, la question de la stabilisation se pose. D'où l'intérêt vital d'un suivi systématique postdétention, prenant en compte leur famille. En fin de parcours, nous leur avons fait rédiger une charte, moins pour leur faire adopter à tout prix un discours qui nous convient à tous que pour voir jusqu'où ils voulaient aller.

Comment peut-on être sûr que des individus une fois évalués comme déradicalisés peuvent retrouver leur

place dans la société sans -menacer la sécurité publique ?

Il n'y a pas une méthode universelle. L'approche " atelier de citoyenneté " dix détenus par dix détenus a des limites évidentes. Il ne s'agit pas de les " civiliser ", ce qui est à mon avis une approche " républicaine ". Il s'agit de partir de ce qu'ils expriment pour les aider à se distancier. Il faut passer beaucoup de temps opérationnel et c'est du travail en face-à-face, individualisé, interpersonnel, interdisciplinaire ; partir de la colère, de la rage, de la violence et distancier, relativiser, confronter, proposer. Il y a toujours une possibilité de récidive, même si, d'un point de vue cri-minologique, l'évolution de certaines personnalités les éloigne de la -récidive. Il n'y a pas de risque zéro. Cela dit, le suivi post-détention est vital, car une " rechute " est envisageable si des influences négatives surviennent avec des déclencheurs psychosociologiques.

Que préconisez-vous pour -améliorer ce travail de distanciation à l'égard du djihadisme ?

Pour ce type de détenus, une durée un peu plus longue – huit mois, deux jours par semaine au moins et un suivi post-détention de plusieurs mois. C'est aussi leur souhait, d'ailleurs. Je pense que nous avons une bonne méthode d'évaluation avec plusieurs outils " semi-actuariels ", qualitatifs et quantitatifs, bilans -socioprofessionnels, autoperception des détenus, bilan clinique, sensibilité à l'évolution judiciaire. Il y a un intérêt évident et des possibilités pour la standardisation d'un certain nombre de pratiques. Le défi, c'est la distanciation envers la théologie djihadiste, mais encore une fois, cet aspect est la pointe de l'iceberg qui repose sur des variables plus profondes, lourdes et existentielles, sur lesquelles il faut travailler d'une manière interdisciplinaire, avec une équipe obligatoirement adaptative.